



PRÉFÈTE DE LOT-ET-GARONNE

Direction Départementale des
Territoires de Lot-et-Garonne

Service de la Police de l'Eau et
des Milieux Aquatiques de
Lot-et-Garonne

Dossier suivi par :
Jérôme Karachehayas

Mèl : jerome.karachehayas@lot-et-garonne.gouv.fr

Tél. : 05 53 69 34 37
Fax : 05 53 69 34 65

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement :
rejets EP lotissement "Carla Bas" sur la commune de PONT-DU-CASSE
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :47-2019-00250

AGEN, le 13 Décembre 2019

Monsieur le Président Directeur Général,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

rejets EP lotissement "Carla Bas" sur la commune de PONT-DU-CASSE

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 06 Août 2019, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de PONT-DU-CASSE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de LOT-ET-GARONNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

**Pour la Préfète et par subdélégation,
Le Chef de Service,**



Stéphane BOS

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.